



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 6 mai 2026

Nos réf. : SHM/FM/MT n° 26 - 132

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25 mars 2026

Contexte et constats

Publié sur



COGESAL MIKO

Rue Bonnor - Zone industrielle des Trois Fontaines
52100 SAINT-DIZIER

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 mars 2026 l'établissement COGESAL MIKO implanté Rue Bonnor - Zone industrielle des Trois Fontaines - 52100 SAINT-DIZIER. L'inspection a été annoncée le 19 février 2026.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection a été programmée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC) des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COGESAL MIKO
- Rue Bonnor - Zone industrielle des Trois Fontaines - 52100 SAINT-DIZIER
- Code AIOT : 0005703492
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société COGESAL MIKO exploite au sein de la Zone Industrielle de Trois Fontaines, Rue Bonnor à SAINT-DIZIER, un site de production de crèmes glacées sous forme de bacs, de cornets, bâtonnets ou encore de tubes de glace à l'eau.

L'établissement dispose de sa propre station d'épuration de 60 000 équivalent habitant.

Les activités autorisées sur le site sont encadrées par l'arrêté préfectoral n° 1465 du 22 février 2019.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 22/02/2019, article 4.4.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 22/02/2019, article 4.4.3	Demande d'action corrective	
6	Conformité des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/02/2019, article 8.3.3	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Activités autorisées	Arrêté Préfectoral du 22/02/2019, article 1.2.1	Sans objet
2	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 22/02/2019, article 4.1.2	Sans objet
3	Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 22/02/2019, article 4.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités ont été constatées sur :

- les rejets d'eaux pluviales
- les rejets de purge des circuits de refroidissement
- les installations électriques

Pour ce qui concerne les rejets d'eaux pluviales, l'exploitant a réalisé les analyses de cause et des mesures permettant d'éviter de nouveaux dépassements doivent être mises en place.

Pour ce qui concerne les purges des circuits de refroidissement, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de la Haute-Marne de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions de son arrêté d'autorisation.

Pour ce qui concerne les installations électriques, l'inspection des installations classées prend note des informations de l'exploitant sur l'important passif de non-conformités à traiter et sur la vétusté des bâtiments. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant la poursuite des actions menées dans le l'objectif d'un retour à la conformité dans un délai optimisé.

Les autres points de contrôle ne font pas l'objet de remarque de la part de l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2019, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Listes des installations classées exploitées

Prescription contrôlée :

Les installations visées par le présent arrêté et qui relèvent de la nomenclature des installations classées sont reprises dans le tableau suivant :

Nature des activités	Rubrique	Régime	Volume de l'activité
Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, de matières premières animales et végétales, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires, la capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour, étant supérieure à : $[300 - (22,5 \times A)]$ où A désigne la proportion de matière animale (en % de poids) dans la quantité entrant dans le calcul de la production de produits finis, soit : $[300 - (22,5 \times 9,8)] = 79,5$ tonnes par jour	3642.3	A	La production journalière est de 222 tonnes de produits finis. La proportion de matière animale entrante est de 9,8 %.
Station d'épuration mixte (recevant des eaux résiduaires domestiques et des eaux résiduaires industrielles) ayant une capacité nominale de traitement d'au moins 10000 équivalents-habitants, et la charge des eaux résiduaires industrielles en provenance d'installations classées autorisées étant supérieure à 70 % de la capacité de la station en DCO	2752	A	Exploitation d'une station d'épuration mixte, d'une capacité de 60 000 équivalents habitants.
Ammoniac (emploi ou stockage), dans des récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1,5 tonne	4735.1a	A	La quantité d'ammoniac susceptible d'être présente est de 38 tonnes.
Entrepôts frigorifiques, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 150 000 m ³	1511.2	E	- entrepôt A : 40445 m ³ - entrepôt B : 29252 m ³ - entrepôt C : 50000 m ³ - chambres froides (matières premières) : 6 000 m ³ soit un volume total susceptible d'être stocké de 125 697 m ³

Nature des activités	Rubrique	Régime	Volume de l'activité
Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, la puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW	2921.a	E	Exploitation de 9 tours aéroréfrigérantes, représentant une puissance thermique évacuée maximale de 23600 kW
Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1000 m ³ mais inférieur ou égal à 20000 m ³	1530.3	DC	Stockage d'environ 3 000 m ³ d'emballages, papiers, cartons, etc. dans la partie 'entrepôts'
Installation de combustion consommant, seul ou en mélange, du gaz naturel, la puissance thermique nominale de l'installation étant supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW	2910.A	DC	- 2 chaudières de puissance 2 x 3,9 = 7,8 MW - un groupe diesel (sprinkler) de 280 kW soit une puissance totale de 8,08 MW. (+ un groupe électrogène (secours) de 500 kW)
Atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	2925	D	5 locaux de charge de batterie, présentant une puissance totale de 220 kW - partie fabrication : 60 kW - partie entrepôts : 160 kW
Stockage de matières, produits ou substances combustibles en entrepôts couverts, la quantité stockée étant supérieure à 500 tonnes et le volume des entrepôts étant inférieur à 5 000 m ³	1510	NC	Stockage des aliments secs, représentant un volume de 2 000 m ³
Silos et installations de stockage en vrac de produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, le volume total de stockage étant inférieur à 5 000 m ³	2160	NC	Volume de stockage inférieur à 600 m ³

A : Autorisation - E : Enregistrement - D : Déclaration - NC : Non Classé
(DC : avec contrôle périodique, sans objet dans le cas d'un site soumis à autorisation)

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant indique à l'inspection des installations classées qu'aucune modification n'a été réalisée depuis la dernière mise à jour des activités autorisées au titre des ICPE.

Le tableau est donc conforme à la situation actuelle du site.

Ce point de contrôle n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2019, article 4.1.2																
Thème(s) : Autre, Consommation d'eau du site																
Prescription contrôlée :																
Les prélèvements d'eau sont limités aux quantités suivantes :																
<table border="1"><thead><tr><th rowspan="2">Ressource</th><th rowspan="2">Origine de la ressource</th><th rowspan="2">Consommation annuelle maximale</th><th colspan="2">Débit maximal</th></tr><tr><th>horaire</th><th>journalier</th></tr></thead><tbody><tr><td>Eau potable</td><td>Réseau public</td><td>300 000 m³</td><td>150 m³/h</td><td>1500 m³/jour</td></tr></tbody></table>					Ressource	Origine de la ressource	Consommation annuelle maximale	Débit maximal		horaire	journalier	Eau potable	Réseau public	300 000 m ³	150 m ³ /h	1500 m ³ /jour
Ressource	Origine de la ressource	Consommation annuelle maximale	Débit maximal													
			horaire	journalier												
Eau potable	Réseau public	300 000 m ³	150 m ³ /h	1500 m ³ /jour												
La consommation totale annuelle rapportée à la quantité de crème glacée produite ne doit pas excéder 3 litres d'eau par litre de crème glacée fabriquée.																
Constats :																
<p>Lors de la visite, l'exploitant présente à l'inspection des installations classées le suivi des consommations d'eau pour les années 2024 et 2025. Les chiffres présentés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- 2024 : 184 200 m³- 2025 : 181 400 m³ <p>Le volume maximal de prélèvement est donc respecté.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que le suivi du ratio du nombre de litres d'eau par litre de crème glacée fabriquée doit être documenté et mis à disposition de l'inspection.</p> <p>Ce point de contrôle n'appelle pas d'autre remarque de la part de l'inspection des installations classées.</p>																
Type de suites proposées : Sans suite																

N° 3 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2019, article 4.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission – Eaux résiduaires

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré (point n°4) et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux définies ci-après :

[...]

- concentrations maximales :

Paramètres	Valeurs limites admissibles sur une période de 24 heures		Valeurs limites admissibles sur une période d'un mois	
	Concentration maximale en mg/litre	Flux maximal en kg/jour	Concentration moyenne en mg/litre	Flux moyen en kg/jour
Matières en suspensions (MES)	35 à défaut, la station présente un rendement mini de 95 %	34	30	27
Demande chimique en oxygène (DCO) ⁽¹⁾	125 à défaut, la station présente un rendement mini de 85 %	120	100	90
Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	25 à défaut, la station présente un rendement mini de 90 %	24	25	22
Azote global	15	14	10	9
Phosphore total	2	2	2	1,8

⁽¹⁾ : sur effluent brut non décanté

Constats :

En séance, l'exploitant présente à l'inspection des installations classées le fichier de suivi des analyses réalisées en sortie de station. Par sondage les résultats sont consultés et n'appellent pas de remarque.

Par courriel du 25 mars 2026, l'exploitant a transmis à l'inspections des installations classées le tableau de suivi des rejets d'eaux résiduaires du site pour l'année 2026.

Sur les données présentes (auto-surveillance jusqu'en date du 23 mars), aucun dépassement de VLE (valeur limite d'émission) n'est constaté aussi bien en concentration qu'en flux de polluant.

Ce point de contrôle n'appelle pas de remarque de la part l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2019, article 4.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission – Eaux de refroidissement

Prescription contrôlée :

Le refroidissement doit être effectué en circuits fermés.

La qualité des eaux de purge des circuits de refroidissement est tenue de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré (points n°1, 2 et 3) les valeurs limites en concentration ci-dessous :

<i>Paramètres</i>	Concentration maximale en moyenne journalière (en mg/litre)
Matières en suspensions (MES)	35
Demande chimique en oxygène (DCO) ⁽¹⁾	100
Phosphore total	10
Fer et composés	5
Composés Organiques Halogénés (AOX)	1
Plomb et composés	0,5
Nickel et composés	0,5
Arsenic et composés	0,05
Cuivre et composés	0,5
Zinc et composés	2
Trihalométhane (THM)	1
<i>Autres substances non mentionnées ci-dessus et susceptibles d'être rejetées par l'installation, au regard des biocides utilisés</i>	<i>Valeurs limites fixées par l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 14/12/2013</i>

⁽¹⁾ : sur effluent brut non décanté

Constats :

En séance l'exploitant présente les résultats d'analyse pour une tour-aéroréfrigérante (TAR). Par sondage, l'inspection des installations classées vérifie la conformité aux VLE (valeurs limites d'émission). Cette vérification ne fait pas apparaître de non-conformité.

Par courriel du 25 mars 2026, l'exploitant a transmis les résultats des analyses effectuées sur l'ensemble des purges des TAR en janvier 2026. Après étude des documents, l'inspection des installations classées constate que sur les 5 analyses transmises, 4 présentent des dépassements sur le paramètre DCO (respectivement 109 mg/l pour la TAR référencée Pasto 1, 106 mg/l pour la TAR référencée Pasto 2, 170 mg/l pour la TAR référencée Quiri Matal et 170 mg/l pour les TAR référencées 3 et 4, pour rappel la VLE est fixée à 100 mg/l).

Compte tenu de ces constats, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de la Haute-Marne de mettre en demeure l'exploitant de respecter les VLE prescrites sur les rejets des purges des circuits de refroidissement dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2019, article 4.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission – Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré (points n° 1,2 et 3), les valeurs limites en concentration ci-dessous :

Paramètres	Concentration maximale en moyenne journalière (en mg/litre)
Hydrocarbures totaux	5
Matières en suspension (MES)	35

Constats :

En séance l'exploitant présente les analyses réalisées en janvier 2026.

Un léger dépassement de la VLE sur les matières en suspension est constaté sur le point de rejet n° 3 pour le mois de janvier 2026 (valeur de 37 mg/l pour une VLE de 35 mg/l).

L'inspection des installations classées questionne l'exploitant sur les moyens d'information et la gestion des éventuels dépassements sur l'ensemble des rejets suivis (eaux résiduaires, eaux pluviales et eaux de purges des dispositifs de refroidissement).

L'exploitant indique qu'une information du prestataire est transmise en cas de non-conformité.

L'exploitant ajoute qu'un suivi des éventuelles non-conformités est réalisé par reporting mensuel.

En complément, l'exploitant présente à l'inspection des installations classées une procédure interne sur la gestion des dépassements.

Concernant le dépassement constaté en janvier 2026, l'exploitant informe l'inspection des installations classées qu'une analyse de cause de ce dépassement a été lancée et que les conclusions mènent à penser que ce dépassement est du à des travaux de coulage de béton sur le site.

L'exploitant présente le suivi de la non-conformité et l'analyse de cause en séance.

L'exploitant précise que de nouvelles pratiques seront mises en place en cas de travaux similaires afin de prévenir tout nouveau dépassement.

L'exploitant informe aussi l'inspection des installations classées qu'un dépassement de la VLE des matières en suspension a été constaté sur le point de rejet n° 1 en août 2025.

L'exploitant présente l'analyse de cause qui mène à penser que ce dépassement est du à la reprise d'activité du site après la période d'arrêt estival (phénomène d'auto-curage des réseaux) et à un probable défaut de nettoyage au moment de l'arrêt d'activité du site.

Par courriel du 23 mars 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les résultats d'analyse effectuées sur les différents points de rejet d'eaux pluviales du site en 2025 et 2026.

A l'étude des documents, aucun autre dépassement que ceux indiqués par l'exploitant en août 2025 et en janvier 2026 n'est constaté.

Les analyses de cause pour les dépassements ayant été réalisées et l'exploitant projetant la mise en place de mesures permettant de limiter le risque de nouvel épisode de non-conformité, ce point de contrôle n'appelle pas d'autre remarque.

L'inspection des installations classées informe tout de même l'exploitant que le respect des VLE sur les rejets d'eaux pluviales fera l'objet d'une attention particulière lors des prochaines visites d'inspection

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de finaliser la procédure interne relative aux bonnes pratiques à mettre en place lors de travaux sur le site. Il est aussi demandé à l'exploitant de mettre en place une procédure relative au nettoyage avant l'arrêt estival du site et aux mesures à mettre en place lors de la reprise d'activité afin d'éviter de nouveaux dépassements de VLE sur cette période.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 6 : Conformité des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2019, article 8.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation en vigueur, et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.</p> <p>Elles sont contrôlées périodiquement, au minimum une fois par an, par une personne ou un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.</p> <p>L'exploitant devant tenir à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées et entretenues conformément aux règles en vigueur, il conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>En séance, l'exploitant présente à l'inspection des installations classées le dernier rapport de vérification des installations électriques réalisé par un organisme agréé en janvier et février 2026. Le rapport fait état de 148 observations.</p> <p>En complément, l'exploitant présente le tableau de suivi des non-conformités. Environ 220 non-conformités sont répertoriées.</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection des installations classées que le nombre importants de non-conformités est dû à la vétusté des bâtiments et à un passif assez important de non-conformités non traitées.</p> <p>L'exploitant précise que des actions sont menées chaque année, par ordre de classement de risque, pour résorber le passif. Un budget spécifique est alloué chaque année pour engager ces actions.</p> <p>L'inspection des installations prend note des explications de l'exploitant et demande lui de poursuivre ces actions pour un retour à la conformité des installations électriques.</p> <p>Ce point de contrôle fera l'objet d'un suivi particulier de la part de l'inspections des installations classées lors des prochaines visites d'inspection afin de vérifier l'avancement de la gestion des non-conformités.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de poursuivre les actions menées en vue de résorber le passif de non-conformités sur les installations électriques du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective